

Patrick Imam

# « Le FMI a une excellente relation avec le nouveau ministre des Finances »

“ Le représentant résident du Fonds monétaire international (FMI) donne un aperçu sur le contenu de la mission d'évaluation qui débarquera jeudi. D'une manière générale, il note des points positifs par rapport à la situation actuelle ”

**Une mission du FMI est attendue au pays prochainement, quelle devrait être sa finalité ?**

La mission se déroulera du 7 au 21 Septembre. Elle viendra dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> revue du programme de Facilité Elargie de Crédits (FEC) et aura pour finalité d'évaluer la performance du programme à la date de fin Juin 2017. Performance sur le plan macroéconomique mais également sur le plan structurel avec la mise en œuvre de l'agenda de réformes structurelles prévues dans le cadre du programme. Cette mission de revue sera également l'occasion de mettre à jour le cadrage macroéconomique du pays afin de tenir compte des développements récents sur le plan macroéconomique et financier ainsi que des projections des autorités en ce qui concerne le budget de l'année prochaine. Enfin, la mission sera mise à profit pour discuter avec les autorités sur les réformes que ces dernières comptent mettre en œuvre sur les dix-huit mois à venir.

**Quelles seront les paramètres qui seront scrutés de près par cette mission ?**

Les paramètres en questions peuvent être divisés en deux. Il y a tout d'abord les critères de performances quantitatifs, ainsi que les cibles indicatives destinées à mesurer les efforts fournis par les autorités dans la mobilisation des recettes fiscales, la bonne gestion de ses dépenses publiques, le maintien de son niveau d'endettement à un niveau soutenable. Cela inclut aussi la mise en œuvre d'une politique monétaire en ligne avec le maintien de la stabilité macroéconomique, et finalement une évaluation

des ressources consacrées aux différents ministères en charge des questions sociales pour la lutte contre la pauvreté. Ensuite, il y aura les repères structurels destinés à mesurer la performance des autorités dans la mise en œuvre des réformes structurelles prévues dans le cadre du programme. Seront notamment évalués les efforts pour promouvoir la croissance inclusive, les efforts pour davantage mobiliser des ressources et améliorer la composition ainsi que la qualité des dépenses publiques, ceux destinés à renforcer la gouvernance économique et enfin ceux dont l'objectif est de renforcer le développement du secteur financier du pays.

**Les points habituels tels que la Jirama, Air Madagascar, corruption, seront évidemment suivis, d'après vous, comment se présente la situation à l'heure actuelle ?**

En effet, ces trois points se trouveront parmi les sujets que la mission évoquera avec les autorités et cette dernière en profitera pour faire le point sur leur situation respective. En ce qui concerne la JIRAMA, de nombreuses réformes ont été prévues et certaines semblent avancer dans le bon sens. Si l'on ne cite que la révision progressive des tarifs de la compagnie, afin de refléter les conditions économiques dans lesquelles elle opère, ainsi que le basculement graduel vers l'utilisation du fuel lourd, plus économique, comme combustible au lieu du gasoil. On notera également, les mesures destinées à améliorer la gouvernance au niveau de la JIRAMA, avec une meilleure professionnalisation dans le recrutement des instances dirigeantes. De

même que l'amélioration des conditions dans lesquelles la compagnie contracte les services d'approvisionnement en carburant et de fourniture d'électricité qui ont commencé à privilégier les appels d'offres ouverts et qui ont permis d'acquérir les combustibles à des prix beaucoup plus compétitifs. Néanmoins, beaucoup reste encore à faire pour ramener la société dans une trajectoire financièrement viable et profitable. Et l'engagement ferme des autorités à mener à bout les réformes prévues est plus que crucial.

**Et pour Air Madagascar ?**

Pour Air Madagascar, l'agenda pour sa restructuration a avancé et nous espérons que les financements nécessaires pour parfaire l'accord de partenariat stratégique prévu avec la compagnie Air Austral seront bientôt bouclés. Enfin, en ce qui concerne la lutte contre la corruption, des progrès ont été enregistrés sur le plan du renforcement du cadre juridique et réglementaire, à l'instar de l'adoption par le Conseil des Ministres de la loi sur le recouvrement des avoirs illicites ainsi que de la loi sur la coopération internationale. À cela s'ajoute, l'initiative de préparer une loi sur le blanchiment d'argent et de la lutte contre le terrorisme ainsi que la mise en place prochaine du premier pôle anti-corruption. Toutefois, bien que cela constitue des avancées notables, la mise en œuvre des différents instruments juridiques déjà existants demeure encore faible avec de maigres résultats sur le terrain. Ce qui nécessite encore beaucoup d'efforts ainsi qu'un engagement ferme dans le souhait de vraiment vouloir avancer dans la réduction de la corruption.



**à part ces trois points, est-ce qu'il y aurait d'autres sujets sur lesquels la mission mettra un accent particulier ?**

D'autres sujets seront effectivement au menu de la discussion avec les autorités. Il y aura plus particulièrement deux sujets à savoir les questions sur les incitations fiscales pour favoriser les investissements, qui nous semblent importants, vu que Madagascar se prépare actuellement pour l'adoption de différents textes législatifs et réglementaires destinés à promouvoir les investissements, à l'instar de la loi sur les Zones Economiques Spéciales et la loi sur le développement des industries, ainsi

que la question du développement du secteur financier. Bien que ces sujets aient déjà été abordés avec les autorités, cette mission sera l'occasion de les approfondir un peu plus.

**Entre les deux missions, il y a eu la nomination d'un nouveau ministre des Finances, ce changement risquerait-il d'influer sur l'issue de l'évaluation ?**

Bien que nous déplorions le départ du précédent ministre des Finances, vu l'engagement dont il a fait preuve dans la mise en œuvre du programme FEC ainsi que la très bonne relation de travail que nous avons avec lui, nous entretenons

également une excellente relation de travail avec le nouveau ministre qui a, à plusieurs reprises, annoncé son engagement ferme à poursuivre les réformes qui ont déjà été entamées par son prédécesseur. Ce qui nous conforte dans notre souhait de soutenir Madagascar dans sa quête de développement. En effet, le programme de réformes, que nous soutenons à travers le FEC, est un programme du Gouvernement Malagasy et non pas le programme d'une personne en particulier, notre soutien à ce programme qui serait maintenu aussi longtemps que l'engagement des autorités pour le mener à bien, reste le même.